

Au Cameroun, l'infaillible système Biya

Après trente-cinq ans à la tête du pays, Paul Biya était assuré d'être réélu le 7 octobre pour un septième mandat

YAOUNDÉ - *envoyé spécial*

Le palais de l'Unité est, depuis 1982, une citadelle imprenable. Et rien, en apparence, ne laisse présager que l'élection présidentielle du 7 octobre viendra changer cela. Dans cet immense palais présidentiel planté sur une colline de Yaoundé, la capitale du Cameroun, se croisent des élégants prêts à patienter des heures durant sur des canapés en cuir longs comme des limousines, des agents de sécurité en costume sombre et des soldats de la garde présidentielle équipés du casque lourd aux godillots par l'armée israélienne.

En dehors de quelques visiteurs en pagne à l'effigie du président-candidat, Paul Biya, et de son parti, de hauts fonctionnaires à la cravate frappée du visage de son visage ou d'autocollants vantant « La force de l'expérience », son slogan de campagne, accrochés sur les portes de ce labyrinthe ultra-sécurisé, nulle fièvre électorale. Ici, personne n'ose imaginer sérieusement que le 6 novembre, le chef de l'Etat ne célébrera pas ses trente-six années de présidence et un septième mandat à la tête du Cameroun.

A 85 ans, dont plus de cinquante passés dans les arcanes du pouvoir – il fut nommé en 1975 premier ministre par son prédécesseur, Ahmadou Ahidjo –, Paul Biya demeure une énigme pour ses concitoyens et tous ceux qui l'observent. Sa manière de gouverner par l'absence fascine et suscite bien davantage de questions qu'elle ne produit de réponses. Le siège du pouvoir camerounais se trouve tout autant au palais à Yaoundé qu'à l'Hôtel Intercontinental de Genève où le chef de l'Etat, accompagné d'une cour pléthorique, passe une bonne part de son temps en « voyages privés ». Le dernier conseil des ministres s'est tenu le 15 mars. Le précédent remontait à décembre 2014. Alors que ses rivaux les plus sérieux à l'élection ont enchaîné ces derniers jours les meetings et réveillé un débat politique atone, sa campagne s'est limitée à une apparition publique à Maroua, dans la région Extrême-Nord du pays, le 29 septembre, et à un discours

d'une douzaine de minutes.

Attitude spectrale

« C'est sa nature. Il est réservé, mais les rares fois où il parle, cela en vaut vraiment la peine », avance Grégoire Owona, le ministre du travail et secrétaire général adjoint du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), le parti au pouvoir, pour expliquer cette rareté. La dernière fois que ce pilier du gouvernement a pu rencontrer son président remonte au mois de mai. Est-ce dû à une santé déclinante ? Plusieurs sources réfutent cette hypothèse. « Il est en parfaite forme physique et mentale », assure un proche collaborateur, qui dit le voir « tous les jours que Dieu a créés ». Moins contraint à la louange, un diplomate reconnaît que « Paul Biya est vif d'esprit, informé, et connaît ses dossiers. C'est toujours lui qui trace les

M. Biya a su faire un usage politique de la corruption, évaluée à 40 % des dépenses de l'Etat

grandes lignes ». En réalité, cette attitude spectrale a été érigée en mode de gouvernance. « Il est partout sans que l'on ait besoin de le voir », juge le proche précédemment cité dans une évidente référence divine. Ancien séminariste, initié à l'ordre de la Rose-Croix comme à plusieurs cultes traditionnels du pays, « le Sphinx », comme on le surnomme, est connu pour son goût de l'ésotérisme. Mais « cette distance est une protection calculée pour éviter le débat », résume Christian Penda Ekoka, un ancien conseiller économique à la présidence passé à l'opposition après avoir constaté que « ce système est uniquement tourné vers la préservation et le maintien des prébendes ».

Au-delà de ce mystère savamment entretenu qui lui permet de donner un vernis monarchique et une aura mystique à son régime, la longévité politique de cet ancien

étudiant de Sciences Po repose sur quelques solides piliers. Le premier est son parti, le RDPC, dont le maillage du pays est sans égal, et une administration qui permet à une large part de la population d'avoir un membre de sa famille dans la fonction publique et oblige à considérer ainsi le risque financier d'une éventuelle contestation. Le second, selon le politologue Stéphane Akoa, est « le fond de conservatisme de la société camerounaise, qui s'explique par la peur de connaître les expériences de guerre civile qu'ont vécues les voisins tchadiens, centrafricains ou congolais ».

A cette crainte s'ajoutent les souvenirs traumatiques des années 1950-1960 où la France et les pères du régime actuel menèrent une campagne d'éradication des indépendantistes de l'Union des populations du Cameroun et de la répression extrêmement brutale

« Il laisse les ministres faire ce qu'ils veulent tant qu'ils ne regardent pas vers le fauteuil présidentiel »

SIMON MUNZU
ex-haut fonctionnaire de l'ONU

des « émeutes de la faim » en 2008. Reste que, s'il sait user de la violence, Paul Biya, que l'on dit toujours très marqué par deux événements – « la tentative de coup d'Etat de 1984 qui l'a coupé du peuple et rendu paranoïaque », d'après un diplomate occidental anciennement en poste à Yaoundé, et l'élection de 1992, « perdue dans les urnes mais sauvée par la fraude » –, a su mieux que quiconque faire un usage politique de la corruption, évaluée à 40 % des dépenses de l'Etat et considérée comme le principal frein aux investissements. Alors que, selon la même source, « Paul Biya reconnaît qu'il ne connaît pas la soixantaine de ministres de son gouvernement », il sait parfaitement identifier ceux qui tentent de capter la lumière et se positionner pour l'avenir. Roué,

l'homme est conscient que la désignation d'un dauphin pourrait équivaloir à la préparation de ses funérailles politiques.

L'opération anti-corruption baptisée « Epervier », lancée en 2006 à la demande des bailleurs de fonds étrangers et des organisations non gouvernementales, lui a ainsi permis d'éliminer du jeu politique ceux qui, dans son entourage, montraient trop d'ambition. « Dans cette gouvernance par l'absence, il laisse chaque ministre, directeur général de société publique, général des forces armées, faire ce qu'il veut tant qu'il ne regarde pas en direction du fauteuil présidentiel », explique Simon Munzu, un ancien haut fonctionnaire des Nations unies revenu au pays. Et la disgrâce peut être aussi rapide que brutale. Marafa Hamidou Yaya, l'ex-secrétaire général de la présidence, arrêté en 2012 en même temps que l'ancien premier ministre Ephraïm Inoni, purge une peine de vingt ans de réclusion pour le détournement de 31 millions de dollars dans le cadre de l'achat d'un avion pour le chef de l'Etat. Les Etats-Unis le considèrent comme un prisonnier politique.

« Epervier » réactivé

Son successeur, Jean-Marie Atangana Mebara, a lui aussi été condamné pour le détournement de la même somme dans la même affaire. A l'approche de la présidentielle, « Epervier » a été réactivé. Le rapace a notamment fondu en mars sur le ministre de l'énergie et de l'eau, Basile Atangana Kouna, rattrapé au Nigeria où il avait tenté de trouver refuge. En tout, ce sont plus d'une trentaine de personnalités de haut rang qui croupissent dans les cellules du secrétariat d'Etat à la défense ou de la prison centrale de Yaoundé. « C'est tout un gouvernement qui est en prison », résume le diplomate précédemment cité. De retour d'une « visite privée en Europe », et alors que circulaient des rumeurs sur sa mort, Paul Biya avait, en 2004 lancé un avertissement prémonitoire : « Il paraît qu'il y en a qui s'intéressent à mes funérailles. Eh bien, dites-leur que je leur donne rendez-vous dans une vingtaine d'années. » ■

CYRIL BENSIMON

LE CONTEXTE

HUIT CANDIDATS

Plus de 6,5 millions de Camerounais sont appelés aux urnes dimanche 7 octobre pour une élection présidentielle à un tour. Le président sortant Paul Biya, au pouvoir depuis trente-cinq ans, sera opposé à sept candidats. S'ils étaient huit au départ, l'un d'eux, Akere Muna, a décidé vendredi 5 octobre de se retirer et d'apporter son soutien à Maurice Kamtoa, première coalition d'opposants contre Paul Biya depuis 1992. Si le chef de l'Etat part favori, plusieurs candidats de l'opposition – l'ancien ministre Maurice Kamto, Joshua Osih, le nouveau porte-flambeau du SDF, le principal parti d'opposition, ou la jeune sensation du moment Cabral Libii – ont émergé au cours de la campagne. Le résultat de l'élection doit être connu dans les quinze jours ayant suivi le scrutin.

SOUS TENSION

L'élection se tient dans un contexte sécuritaire tendu. La région Extrême-Nord du pays est toujours en proie à des attaques de Boko Haram et les deux provinces anglophones, qui représentent environ 20% de la population, en crise depuis deux ans, sont désormais le théâtre d'affrontements réguliers entre l'armée et des mouvements séparatistes.